



COLLECTIF MALOUIN POUR LE SOUTIEN AU PEUPLE GREC



L'ÉCHEC

DES POLITIQUES D'AUSTÉRITÉ

Après **5 années** de plans d'austérité imposés par l'Union Européenne voilà ou en est la Grèce:

- 25% de la population n'a pas de couverture sociale
- 46% des grecs vivent sous le seuil de pauvreté
- La mortalité infantile a augmenté de 43%
- La malnutrition des enfants a augmenté de 19%
- Les suicides ont augmenté de 45%
- Les revenus des ménages et des salaires ont baissé de 19%
- Le taux de chômage est passé de 7% à 26% (plus de 50% chez les jeunes)
- La dette publique est passée de 103% à 175% du PIB



MANIFESTONS

NOTRE SOLIDARITE AVEC LE PEUPLE GREC !

En janvier, le peuple grec s'est prononcé pour une autre politique en votant pour Syriza et son programme anti austérité. Mais Jean Claude Juncker, président de la Commission, dit :

« Il n'y a pas de démocratie contre les traités européens »

AVEC LE PEUPLE GREC, EXIGEONS

le respect des choix démocratiques !

Venez en débattre avec **Pierre Khalifa**

Coprésident de la Fondation Copernic

le 11 juin à 20H30

à la Maison Des Associations 35, rue Ernest Renan à Saint Malo

CONTRE-VERITES ET BOBARDS MEDIATIQUES

(Episode 1)

« *Les Grecs se sont goinfrés, ils doivent payer* »

Selon le discours officiel, la Grèce c'est une « administration pléthorique, 7 % du PIB contre 3 % en Europe », une « difficulté à lever l'impôt et à maîtriser les dépenses » (Claudia Senik, économiste)

C'EST FAUX ! POURQUOI ?

Selon l'OCDE¹

Les fonctionnaires représentaient **en Grèce 8 % de l'emploi total en 2011**, contre **11 % en Allemagne et 23 % en France** (en incluant la sécurité sociale).

Les dépenses publiques **de la Grèce représentaient en 2011 42 % du PIB** contre **45 % en Allemagne et 52 % en France**.

Une étude récente montre que la flambée de la dette grecque ne résulte pas du tout d'une gabegie de fonctionnaires et de prestations sociales. **Les dépenses sont restées globalement constantes en % du PIB, de 1990 jusqu'à 2007.**

Ce sont **les taux d'intérêt excessifs** (en moyenne 7,5 % pour une croissance du PIB de 2,5 %) et **les cadeaux fiscaux** qui ont gonflé la dette. Mais en plus, **les diktats de la Troïka (Commission européenne, BCE et FMI) ont fait plonger le PIB grec de 25 % depuis 2010**, ce qui a provoqué mécaniquement une hausse de 33 % du rapport entre la dette et le PIB !

L'ÉTAT GREC S'EST ENDETTE POUR PARVENIR A PAYER CES INTERETS EXORBITANTS.

Concernant les recettes publiques, pour remplir le critère de Maastricht sur le déficit maximum de 3 %, **la Grèce a très fortement augmenté les impôts dans les années 1990 : de 28 % à 42 % du PIB.**

Mais **après l'entrée dans la zone euro en 2001**, changement radical de politique. Entre 2004 et 2008 le gouvernement grec a :

- **réduit** les droits de succession,
- **diminué** par deux fois les taux d'imposition sur le revenu
- **décrété trois lois d'amnistie fiscale** pour les fraudeurs

LES RECETTES FISCALES EN GRECE SONT RETOMBEES A 38 % DU PIB.

Si elles avaient gardé leur niveau de 2000, la dette publique grecque aurait représenté, en 2007, 86 % du PIB au lieu de 103 %.

Au total, avec des taux d'intérêt « raisonnables » et un simple maintien des recettes publiques, la dette grecque aurait été deux fois plus faible en 2007. Autrement dit on peut considérer que la moitié de la dette grecque était illégitime à cette date.

QUELLES LEÇONS POUR LA FRANCE ET L'EUROPE ?

Le Collectif pour un audit citoyen de la dette publique a déjà montré que les mêmes mécanismes (taux d'intérêt excessifs et cadeaux fiscaux) expliquent 59 % de la dette publique française. En France aussi on pourrait en finir avec les politiques d'austérité si l'on remettait en cause le fardeau de cette dette, par une annulation partielle et / ou des mesures de restructuration.

¹Organisation de coopération et de développement économique